

OTC (Organisation Terre & Culture) parcourt les media

1. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

L'Arménie et Chypre souhaitent élargir leur coopération

Le 28 décembre, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie, Ara Aivazian, a eu une conversation téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères de Chypre Nikos Christodoulides.

Les parties ont commandé la dynamique élevée des relations Arménie-Chypre dans des formats bilatéraux et multilatéraux, ont souligné la volonté mutuelle d'entreprendre des mesures pratiques visant à élargir et à enrichir l'agenda bilatéral.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de Chypre ont échangé leurs vues sur les questions de sécurité et de stabilité régionales. Evoquant l'agression militaire azerbaïdjanaise et turque contre l'Artsakh, le Ministre Aivazian a hautement apprécié la position de principe et le soutien de Chypre amie au peuple d'Artsakh. Dans ce contexte, le Ministre Aivazian a également exprimé sa gratitude au Gouvernement chypriote pour l'assistance humanitaire fournie aux Arméniens d'Artsakh touchés par l'agression azerbaïdjanaise.

par [Stéphane](#) le mardi 29 décembre 2020

2. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Les pièces de plusieurs musées exposées dans les musées de l'Artsakh se trouvent en lieux sûrs en Arménie depuis la guerre



Dès les premiers jours de la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan des pièces de quelques musées du Haut-Karabagh furent déménagées et mises en sécurité. Ainsi des musées d'histoire-géologie de Berdzor et de Stepanakert, du musée des tapis de Chouchi et du musée archéologique de Tigranakert, des pièces exposées furent mises en sécurité dans des lieux sûrs en Arménie. Indications de Nariné Khatchatouryan le vice-ministre de l'Education, de la culture et des sports d'Arménie. « *Je ne peux pas vous dire où se trouvent ces pièces des musées de l'Artsakh, mais je peux vous assurer qu'elles sont en lieux sûrs* » dit la vice-

ministre.

Krikor Amirzayan

3.Les Nouvelles d'Arménie

26 décembre 2020

Quelle est la vocation du peuple arménien ?

Par le Pasteur René Léonien

L'Arménie, l'Artsakh et la diaspora arménienne sont en danger, suite à la récente guerre qui s'est terminée par une défaite généralisée : pertes humaines, blessés, populations déplacées, pertes de territoires, traumatisme psychologique...

Il est difficile, à ce jour, de comprendre et d'exposer tous les mécanismes qui ont conduit à cette situation désastreuse. Le moment viendra où la vérité éclatera.

Le contexte actuel m'a poussé à une réflexion sur l'existence de notre peuple arménien. Les Arméniens représentent une très vieille civilisation, plusieurs fois millénaires. De nombreux peuples contemporains aux arméniens, plus anciens ou même plus récents, ont disparu en cours de route, mais les Arméniens sont toujours là.

Certes, les Arméniens n'ont pas toujours joui d'un état indépendant, mais ont vécu principalement sur leurs terres ancestrales. Au début du XX^e siècle, le génocide d'1,5 millions d'arméniens a décimé notre peuple et a entraîné son exil et la constitution d'une large diaspora.

Rappelons que l'Arménie avait perdu son indépendance au XI^e siècle, en ce qui concerne la « Grande Arménie » et au XIV^e siècle, en ce qui concerne la « Petite Arménie » (Cilicie).

Dès 1918, l'Arménie renoue avec son indépendance. En 1920, l'Arménie est Soviétique. À partir de 1991, de nouveau l'Arménie est indépendante.

Aujourd'hui, l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Arménie sont en danger. Nous devons tous nous ressaisir. Certes, nous avons le droit d'avoir nos opinions, nos convictions à propos de la sortie de crise en Arménie, avec ou sans le gouvernement actuel.

En réalité, cette situation problématique nous pousse à réfléchir d'une manière plus globale sur la raison d'être de notre peuple, son rôle et son devenir. Nous avons chacun notre part à assumer. Nous ne pouvons pas continuer dans une attitude de spectateur, de juge ou d'indifférence. Il est temps de réagir.

Tous les spécialistes, arméniens ou non, sont d'accord pour faire l'inventaire et l'éloge de la culture et de la civilisation arméniennes. Notre peuple a donné un grand héritage à

l'ensemble de l'humanité.

D'après la Bible, le paradis terrestre (le jardin d'Eden) se trouverait entre l'Euphrate et le Tigre, sur le territoire de l'Arménie historique.

Toujours selon la Bible, après le déluge et l'épisode de l'arche de Noé sur le Mont Ararat, la vie humaine à repris dans la vallée de l'Ararat.

En l'an 301 après J-C, l'Arménie est devenue le premier état chrétien au monde.

Ces simples références devraient nous aider à réfléchir sur le privilège et la responsabilité de l'Arménie, et des Arméniens en général, dans le cadre du concert des nations. Sans compter, qu'à de nombreuses occasions, les Arméniens auraient pu être totalement éliminés de la surface de la terre !

Oui, le peuple arménien est un peuple témoin. Il a pour vocation de témoigner d'une certaine spiritualité qui l'a accompagné durant toute son histoire.

On dit souvent que l'arménien est très individualiste et qu'il réussit bien dans sa vie en tant que personne. Mais lorsqu'il s'agit du groupe, citoyens en Arménie ou membres de la communauté arménienne en diaspora, les résultats sont plutôt décevants.

Il est peut-être temps de prendre conscience de cet état de faits et de redresser la barre.

Personnellement, je suis persuadé que la présence de l'Arménie et des Arméniens dans le monde, n'est pas un hasard.

J'ai le sentiment que Dieu a certainement un plan pour les Arméniens. En exposant ces quelques réflexions, j'ai un respect tout particulier pour tous ceux qui, pour différentes raisons, sont athées ou agnostiques. Nous pouvons avoir des convictions philosophiques différentes tout en nous appréciant les uns les autres.

Il nous semble que le rôle de l'Arménie et des Arméniens doit dépasser largement notre seule appartenance à ce peuple.

Dans le monde entier, les Arméniens doivent continuer à participer au développement des pays dans lesquels ils se sont installés.

Quant aux Arméniens d'Arménie, ils ont une place stratégique, non seulement sur le territoire national, mais sur l'ensemble des pays de l'Eurasie (ex-soviétiques), dans le Sud-Caucase et dans le Moyen-Orient. Dans ces régions, l'Arménie peut jouer un rôle de premier plan. Elle peut contribuer à un rapprochement des diverses civilisations, dans un esprit d'ouverture et de tolérance.

L'atout de l'Arménie, c'est son potentiel humain. C'est également son héritage culturel, intellectuel et spirituel.

Depuis de nombreux siècles, c'est son enracinement dans les valeurs chrétiennes qui lui permet de survivre. Ces valeurs chrétiennes nous rappellent l'existence de Dieu, son amour pour l'être humain manifesté en Jésus-Christ, son invitation à aimer notre prochain, l'autre, même s'il est différent de nous.

Les valeurs chrétiennes, c'est la recherche de la vérité, de la justice et le souci de vivre en paix.

Nous voulons lancer un appel solennel au peuple arménien, en Arménie, en Artsakh et dans le monde entier. Nous aimons tous notre patrie et nous aimons les fils et les filles de notre peuple. Nous devons retrouver une nouvelle unité, une nouvelle harmonie, bref, une nouvelle raison d'être. Notre combat doit prendre une nouvelle dimension. Nous devons adopter une nouvelle stratégie dans laquelle nous trouverons chacun notre place.

Nous devons laisser derrière nous l'esprit de défaite, de haine et de division. Nous devons être audacieux. Imaginons tout à nouveau les défis qui sont devant nous. Soyons certains que nous y arriverons.

par [Ara Toranian](#) le mardi 29 décembre 2020

4.Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Les militaires russes de la Région militaire Centre ont pratiqué une nouvelle méthode de protection des cibles contre les drones



Pour la première fois, des militaires russes des unités de défense aérienne de la Région militaire Centre ont mené l'exercice de lutte contre les véhicules aériens sans pilote avec des unités de guerre électronique et du renseignement radio. L'exercice s'est terminé hier sur le terrain d'entraînement de la région de Tcheliabinsk.

Au cours des actions pratiques dont certains provenaient de l'expérience acquise lors de la récente guerre du Karabakh, trois épisodes tactiques ont été pratiqués. Les équipes des complexes de renseignement radio ont trouvé les fréquences de contrôle des véhicules aériens sans pilote se préparant au décollage et ont transmis les données au poste de commandement.

Le rôle de l'ennemi conventionnel aérien a été joué par les véhicules aériens sans pilote « Tahion » et « Orlan-10 », simulant des cibles agissant à l'altitude extrêmement basse. Les coordonnées des cibles détectées ont été transmises aux équipages des véhicules de combat « Tor-M1 » et « Pantsir-S », qui ont détruit conditionnellement des cibles à l'altitude de 350 mètres à 3000 mètres et à une distance allant jusqu'à 12 kilomètres.

L'exercice a impliqué les équipages des stations « Pole-21 », « Zhitel », « Svet-KU », les équipes des machines TDA-3, les stations radar « Podlet-K1 » et « Niobi » et les systèmes « Tor- M1 »,« Pantsir-S », plus de 500 militaires et environ 50 unités de matériel militaire.

par [Stéphane](#) le mardi 29 décembre 2020

5. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

La Russie est vivement préoccupée par la réinstallation de mercenaires et djihadistes étrangers dans la zone de conflit du Haut-Karabagh en octobre et novembre

La Russie est sérieusement préoccupée par le transfert et l'installation des mercenaires et djihadistes étrangers vers la zone de conflit du Haut-KarabaGh en octobre et novembre a indiqué dans un message le ministère des Affaires étrangères de Russie. Message transmis lors de la participation de Sergueï Lavrov le chef de la diplomatie russe à la 8^e réunion de planification stratégique russ-turc.

« Il est prévu de développer et de mettre en œuvre les réponses aux problèmes liés à la déclaration trilatérale du 9 novembre des dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie sur le Haut-Karabagh. L'accent sera mis sur la réduction du risque de conflits potentiels et sur la fourniture d'une assistance humanitaire aux parties. La partie russe exprime sa vive préoccupation concernant le transfert de mercenaires étrangers vers la zone de conflit du Haut-Karabagh en octobre-novembre » indique le communiqué.

Selon le ministère russe des Affaires étrangères, les pourparlers russo-turcs porteront principalement sur le règlement des activités du Centre conjoint russo-turc de contrôle du cessez-le-feu dans la zone de conflit du Haut-Karabagh.

« Nous considérons ce Centre comme un élément auxiliaire du règlement post-conflit, en plus de la mission de maintien de la paix russe et d'autres mesures. Les tâches du Centre, comme on le sait, incluent le suivi de la situation par des méthodes d'observation visuelle, en particulier la collecte, la synthèse et la vérification des données sur les violations par des drones » a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le centre de surveillance russo-turc du Haut-Karabagh entrera en service en janvier. Le 1^{er} décembre, les détails techniques de la création d'un centre de surveillance conjoint turco-russe en Azerbaïdjan ont été réglés entre la Turquie et la Russie.

Krikor Amirzayan

6. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Le panneau de provocation de l'Azerbaïdjan placé au bord de la route nationale d'Arménie reliant Goris à Vorotan dans la région de Syunik au sud de l'Arménie



Hier un panneau placé par les soldats azéris avec une carte et les couleurs de l'Azerbaïdjan avec l'inscription « Bienvenue en Azerbaïdjan » sur le bord de la route nationale d'Arménie entre Goris et le village de Vorotan a provoqué la colère des Arméniens qui fréquentent cette route. Le panneau a été en fin de journée couvert de peinture par des citoyens arméniens en colère. « Une provocation azérie » selon Arman Tatoyan le représentant des Droits de l'homme en Arménie qui a été alerté par des citoyens arméniens qui ont fait part de leur insécurité face à de telles manœuvres de provocation de l'Azerbaïdjan. A. Tatoyan a

également fait part de nombreux drapeaux azéris placés à proximité du village arménien de Vorotan dans cette région du Syunik -le Zangezour- qui pose quelques problèmes lors du traçage frontalier entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. « *Sur la carte du panneau placé sur le bord de la route, une large part de la région du Syunik figure en Azerbaïdjan* » a affirmé Arman Tatoyan ce qui confirme cette nouvelle provocation de Bakou. Une entreprise de déstabilisation de la population arménienne du Syunik qui est dans la visée du couple maléfique turco-azéri car cette région arménienne barre la jonction entre le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan...

Krikor Amirzayan

7.Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Il y aurait une vingtaine de litiges frontaliers avec Bakou selon Pachinian

Dans une interview accordée le dimanche 27 décembre à la chaîne de télévision publique d'Arménie, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a tenté de répondre aux questions que se pose avec une inquiétude croissante la population arménienne concernant le nouveau tracé de la frontière avec l'Azerbaïdjan dessiné par la guerre et plus précisément la sécurité de la province méridionale du Siounik, qui se retrouve enclavée entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan, dont le président Ilham Aliev a ouvertement, et à plus d'une reprise, affirmait qu'elle était une terre historiquement azérie. Aujourd'hui, il y a des différends concernant une vingtaine de terrains frontaliers, a ainsi déclaré N. Pachinian, qui avait dû renoncer la semaine dernière à effectuer une tournée dans cette province, dont les élus locaux et une partie de la population, indignés par les termes de l'accord de cessez-le-feu qu'il a signé le 9 novembre avec I.Aliev sous l'égide de la Russie et inquiets de ses incidences concrètes locales dont des provocations militaires azéries ont révélé l'ampleur au fil des jours, lui avaient barré l'accès. N. Pachinian a souligné dans son intervention télévisée que les actions menées ces jours derniers avaient permis d'empêcher une guerre dont la province de Siounik aurait été le théâtre. "Bien plus, aujourd'hui, le territoire de l'Arménie est organisé de telle sorte qu'en cas d'attaque contre la province de Siounik, les forces armées de l'Arménie et de la Russie seront en mesure d'intervenir. Cela ne signifie pour autant pas qu'il n'y aura pas de querelles concernant une, deux ou une dizaine de maisons... actuellement, les litiges concernent un peu plus de 20 terrains », a déclaré le premier ministre arménien dans le souci évident de minimiser le contentieux territorial avec Bakou et de rassurer par là-

même les habitants de la province arménienne. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux au même moment montrait justement un habitant arménien de la région brûlant avant de la quitter sa maison qui avait été rejetée du côté azéri de la frontière. N.Pachinian a ajouté qu'il y avait aussi des litiges concernant les axes routiers arméniens maillant le Siounik dont certains se retrouvent ainsi en partie sous l'autorité de Bakou. « L'Arménie fait valoir toutefois qu'il doit y avoir une garantie pour que ces axes routiers soient opérationnels. Il y a différentes options pour régler ces différends. Le fait est que le territoire de l'Arménie a été et reste intact », a conclu N.Pachinian, dont il n'est pas sûr qu'il aura été capable de rassurer la population de l'Arménie et plus précisément de ces régions méridionales. D'autant qu'au même moment, un responsable azéri en charge des « droits de l'homme et de la démocratie », proférait des menaces à peine voilées d'une nouvelle guerre contre l'Arménie visant à « sécuriser » la frontière de l'Azerbaïdjan avec le Siounik. Une « sécurité » dont l'Arménie devrait forcément payer le prix, en concédant une zone d'une trentaine de km de large dans la province du Siounik. Quand on sait que la province arménienne se réduit par endroits à une bande d'une quarantaine de km entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan, ces menaces azéries ont de quoi inquiéter l'Arménie : elles renvoient l'écho des diatribes panturquistes du président Aliiev, qui revendiquait avec une insistance accrue ces dernières années les droits de propriété de l'Azerbaïdjan sur la province du Siounik, « obstacle » arménien contrariant encore et toujours les rêves d'une continuité territoriale entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Faute de pouvoir faire main basse sur le Siounik, ou Zanguezour, l'Azerbaïdjan doit se contenter du corridor reliant les territoires azéris sous contrôle arménien jusqu'au 9 novembre au Nakhitchevan, aménagé le long du fleuve Araxe marquant la frontière arméno-iranienne, à l'extrême sud de l'Arménie. Bakou en a obtenu l'usage selon les termes de l'accord russo-arméno-azéri, en échange du corridor de Latchine, reliant Goris, dans le Siounik, à ce qui reste du Haut-Karabagh. Le corridor reliant les deux entités azéris, qui avait été condamné par Erevan en raison du blocus qu'a imposé l'Azerbaïdjan, et en solidarité avec lui, la Turquie, à l'ensemble du territoire arménien, franchira donc le territoire arménien au niveau de la localité de Meghri alors que le blocus aszéro-turc imposé à l'Arménie est toujours en vigueur. A ce propos, N.Pachinian s'est aussi voulu rassurant en attirant l'attention de l'opinion arménienne sur le fait qu'il n'y avait aucune mention au sujet de la province du Siounik, de Meghri ou de quelque corridor dans la déclaration de cessez-le-feu, qui renfermait en revanche une exigence de déblocage des axes de transport routiers. En réponse à une question relative à l'existence de lignes rouges pour l'Arménie, N.Pachinian a indiqué que la seule ligne rouge était l'intégrité territoriale de l'Arménie. « Hier, par exemple, la passe du « Haut-Lars » [col du grand Caucase entre la Russie et la Géorgie par où transite une bonne partie des biens et des personnes] avait été fermée pour tous types de

camions. Ainsi, s'il apparaîtrait que l'Arménie peut avoir des communications ferroviaires avec la Russie et l'Iran, ce sera bon ou mauvais pour l'Arménie ? Si les Arméniens pouvaient se rendre en Iran par le Nakhitchivan, comment pourrait-on comprendre que les Arméniens puissent se rendre en Russie via le territoire du Nakhitchévan, et que les Azerbaïdjanais ne puissent se rendre au Nakhitchévan via le territoire de l' Arménie ?", a poursuivi N. Pachinian, dans une nouvelle tentative de justifier la création du corridor de Meghri reliant le Nakhichevan au reste de l'Azerbaïdjan. Une vision à long terme, et qui exige une paix durable dans la région, faute de quoi les Azéris garderont l'usage exclusif de ce corridor, sans permettre aux Arméniens de l'emprunter pour se rendre en Russie ou en Iran via le Nakhitchévan. N.Pachinian a d'ailleurs précisé que le contrôle des routes était un sujet qui avait été renvoyé à des discussions ultérieures, comme d'autres questions qui demandent à être réglées et dont il s'est dit convaincu qu'elles seront réglées.

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 29 décembre 2020

8.Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Les Arméniens se voient interdire les recherches des corps des soldats disparus près de Hadrout (Haut-Karabagh)

Le Service des situations d'urgence de la République de l'Artsakh a indiqué lundi 28 décembre que ses membres n'avaient pas le droit de se rendre dans la région de Hadrout -région arménienne du Haut-Karabagh occupée par l'Azerbaïdjan- pour effectuer les recherches des soldats Arméniens disparus. C'est Hunan Tadevosyan le directeur des Services qui l'a annoncé. « *Trois groupes devaient se rendre en direction de Hadrout pour ces travaux de recherches. Il y a peu ces groupes nous ont indiqué qu'ils n'étaient pas autorisés près du village de Chekher à se rendre en direction de Hadrout. Actuellement ces groupes reviennent* » a indiqué Hunan Tadevosyan. Hier les médias azéris affirmaient que près du village de Togh non loin de Hadrout des combats avaient eu lieu entre soldats Arméniens et Azéris. Une information catégoriquement rejetée par le ministère arménien de la Défense ajoutant que c'était une « *fausse nouvelle* » diffusée par l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

9. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

Aucune provocation ne peut perturber le processus d'échange de prisonniers, déclare le Médiateur arménien

Aucune provocation d'affrontements armés ne peut être une raison de perturber ou de suspendre les processus humanitaires les plus importants, en particulier le retour des prisonniers et des civils captifs et l'échange de corps, a déclaré le défenseur des droits humains arménien Arman Tatoyan dans un communiqué.

Il a appelé les organisations internationales à assurer la continuité et l'accélération d'une telle mission humanitaire et à exclure tout obstacle à son déroulement normal.

Voici le texte intégral de la déclaration :

Tard dans la nuit dernière, des médias azerbaïdjanais ont rapporté que les combats militaires avaient repris entre les forces armées arméniennes et azerbaïdjanaises près du village de Togh dans la province de Hadrut (Azerbaïdjan : village d'Aghdam (Hakaku) dans le district de Khojavend). Des sources médiatiques azerbaïdjanaises ont également fait état de victimes des deux côtés. Les mêmes informations ont ensuite été diffusées par le Ministère de la défense de l'Azerbaïdjan.

2. Immédiatement après la publication de cette nouvelle, j'ai demandé au Ministère de la Défense d'Arménie et à l'Armée de Défense d'Artsakh des demandes officielles urgentes. Les deux agences ont fermement démenti ces informations, assurant que le régime de cessez-le-feu est strictement observé et que les unités militaires n'ont pris part à aucune opération dans la région. Ils ont également assuré qu'aucun incident d'urgence n'avait été signalé en rapport avec les unités de l'armée de défense.

3. En outre, la surveillance du Bureau du défenseur des droits de l'homme a révélé que vers 12 h 45, le 28 décembre, la chaîne de télégrammes iranienne « MiranPress », citant ses sources, a rapporté que l'incident dans la région de la Hadrout n'avait pas eu lieu entre l'Artsakh et Forces armées azerbaïdjanaises. Les militaires azerbaïdjanais se sont plutôt tirés dessus, ce qui a fait trois victimes.

4. En tant que défenseur des droits humains arménien, je souligne expressément qu'un processus humanitaire crucial est actuellement en cours en ce qui concerne la protection des droits humains. Cela concerne en particulier l'échange de corps de personnes tuées et le retour des prisonniers de guerre et des civils captifs.

5. Je préviens spécifiquement que toute provocation ou déclaration qui conduit à un conflit armé dans la période d'après-guerre ne peut pas perturber le processus de retour des prisonniers de guerre et des civils captifs et d'échange de corps.

6. Je rappelle qu'à titre de fait de base, il convient de prendre comme base que les dispositions de la déclaration tripartite du 9 novembre 2020, concernant le cessez-le-feu complet et la cessation de toutes les hostilités, les parties se sont engagées à maintenir, ce qui n'a pas été contesté par l'autorité d'une partie.

7. Par conséquent, tout facteur, y compris des informations fausses publiées périodiquement sur les conflits armés par les sources azerbaïdjanaises ou toute provocation de conflit armé ne peut être une raison de perturber ou de suspendre le processus humanitaire le plus important, en particulier en ce qui concerne le retour des prisonniers de guerre et les captifs civils et l'échange de corps.

8. Par conséquent, j'appelle la communauté internationale et en particulier les organismes internationaux chargés de la protection des droits de l'homme, à prêter une attention scrupuleuse à la situation actuelle afin d'assurer la continuité et l'accélération d'une telle mission humanitaire ainsi que d'exclure tout obstacle à son déroulement cours normal.

9. Cette déclaration sera envoyée aux organismes internationaux compétents avec ma signature distincte.

10. Les questions liées à la protection des droits de l'homme et du droit humanitaire dans la période d'après-guerre continueront de retenir immédiatement l'attention du défenseur des droits de l'homme arménien.

par [Stéphane](#) le mardi 29 décembre 2020

10. Les Nouvelles d'Arménie

29 décembre 2020

L'opposition rejette l'offre de Pachinian relative à un débat sur des législatives anticipées

S'il a balayé du revers de la main les appels à la démission que lui lance avec insistance une opposition coalisée depuis l'accord de capitulation qu'il a signé le 9 novembre avec l'Azerbaïdjan, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a nuancé son attitude concernant son autre exigence, relative à la tenue de législatives anticipées. Tout en dénigrant l'opposition, dont il affirmait qu'elle avait montré qu'elle n'avait pas le soutien d'une rue qui lui serait restée, à l'en croire, aussi favorable qu'aux heures fastes de la révolution de velours qui le porta au pouvoir en mai 2018, N.Pachinian s'est dit prêt, vendredi 25 décembre, à organiser de telles élections dès l'an prochain. Il en profitait pour rejeter une nouvelle fois l'appel à la démission lancé par l'opposition en martelant : "Je n'abandonnerai le poste de premier ministre que si le peuple en décide ainsi", écrivait le premier ministre sur sa page Facebook. Un compromis dont il était prévisible qu'il ne pouvait être accepté par le « Mouvement de salut national », une coalition de 16 partis et groupes d'opposition constituée dans les jours qui ont suivi l'accord russo-arméno-azéri, dénoncé comme une « trahison ». Cette coalition a d'ailleurs désigné à la fin novembre l'opposant historique Vasken Manoukian pour diriger un gouvernement intérimaire qui serait chargé d'organiser des législatives anticipées, seule garantie selon elle d'un scrutin équitable. Car si cette opposition éclectique, unie autour du seul rejet de la personne de Pachinian, jugé responsable de la guerre et de la défaite, n'a pu rassembler dans les rues d'Erevan et d'autres villes du pays les foules immenses qu'avait mobilisées au printemps 2018 l'actuel dirigeant arménien, qui semble la railler et la défier sur le terrain de la popularité, elle a la conviction que Pachinian ne peut être considéré comme l'homme de la situation, ou plutôt qu'il est coupable de cette situation et que le peuple l'évincera pour cela... si toutefois le pouvoir en place ne l'en empêche pas, en contrôlant le processus électoral. Sous les effets conjugués du covid et de la défaite, les Arméniens sont trop abattus pour se lancer dans un nouveau processus révolutionnaire, et l'opposition en a conscience, comme Pachinian d'ailleurs ! Aussi la coalition de partis d'opposition, campant sur ses positions, a rejeté sans surprise les propositions de consultations de Pachinian, tenues pour une "tentative de manipulation visant à détourner le peuple de la demande de démission du premier ministre". Dans une déclaration publiée ce weekend, le « Mouvement de salut de la patrie » a affirmé que Pachinian avait perdu sa "légitimité morale et politique" avec la dernière guerre du Haut-Karabagh, "trahi nos intérêts nationaux" et ne saurait donc convoquer des élections démocratiques. Le collectif a une fois encore appelé à sa démission et à la formation d'un gouvernement intérimaire qui organiserait un tel scrutin d'ici un an. Répondant aux attaques de Pachinian sur la faible

mobilisation du mouvement, il a fait valoir au contraire que les manifestations avaient contraint le premier ministre à évoquer la question de législatives anticipées, dont il ne voulait entendre parler jusque là. De son côté, l'un des leaders du mouvement, Ishkhan Saghatelian, a désigné Pachinian comme "le mal incarné dans le pays". "Il n'existe qu'une seule solution : sortir le traître", a-t-il déclaré. Le Parti Arménie lumineuse (LHK), l'une des deux formations d'opposition qui ne prend pas part au mouvement, a lui aussi réitéré son appel à la démission de Pachinian. Le leader du LHK, Edmon Marukian a affirmé que des élections anticipées seraient forcément tronquées si elles étaient organisées par l'actuel gouvernement. Pachinian a une fois encore attaqué l'opposition et ses demandes dans une interview retransmise par la chaîne de télévision publique dans la soirée de dimanche, en faisant valoir que toutes les élections qui s'étaient déroulées sous son mandat en Arménie avaient été justes et libres. Il n'a par ailleurs pas donné d'échéance précise quant à la tenue d'éventuelles élections, dans un contexte toujours plombé par l'épidémie de coronavirus, qui compromet sérieusement l'organisation d'un scrutin. Cela dit, elle n'avait pas empêché la guerre d'éclater, et de régler en 44 jours au profit de l'Azerbaïdjan des questions non tranchées en 26 ans de négociations !

par [Garo Ulubeyan](#) le mardi 29 décembre 2020

11.Le Monde

29 décembre 2020

A Choucha, cité meurtrie du Haut-Karabakh, les forces azerbaïdjanaises sous contrôle russe

[A Choucha, cité meurtrie du Haut-Karabakh, les forces azerbaïdjanaises sous contrôle russe \(lemonde.fr\)](#)



L'armée de Bakou a repris, en novembre, cette forteresse naturelle perchée à 1 500 mètres d'altitude, mais dépend des soldats russes de maintien de la paix pour être ravitaillée alors que la ville, bombardée par les deux camps, manque de tout.

« *Mais que font ces crétins !* », jure le soldat azerbaïdjanais au volant. Devant lui, un véhicule blindé des forces de maintien de la paix russes tente un virage serré pour sortir de sa base et franchir un poste de contrôle russe barrant le corridor de Latchine au niveau de la ville de Choucha, reprise aux Arméniens (qui l'appellent Chouchi) le 8 novembre. Deux 4 x 4, dans lesquels se trouvent le commandant Ershad, chef de l'administration de Choucha, et le colonel Mammedov, chef militaire du district, sont bloqués depuis déjà dix minutes par un

jeune soldat russe fier de son autorité.

Des dizaines de véhicules civils arméniens sont passées sans problème sous leur nez. Parfois des cris en arménien, probablement peu aimables, retentissent à travers les fenêtres spécialement abaissées (il fait – 10 °C). Les militaires azerbaïdjanais n'y prêtent pas attention. Le commandant Ershad sort pour parlementer avec le soldat russe casqué et masqué, si bien qu'on ne voit que ses yeux. Excédé, le commandant finit par regagner son véhicule.

Le blindé noir s'extirpe enfin de sa base et barre complètement la route. On aperçoit alors, sur son toit, des chaises, des tables et du mobilier divers. L'énerverment des officiers azerbaïdjanais laisse place à une hilarité, qui redouble lorsqu'un militaire russe pousse une bordée de jurons (intelligibles dans toute l'ex-URSS), frustré par l'incapacité de ses jeunes subordonnés à fixer au blindé une cuisine de campagne montée sur remorque. L'attelage cocasse s'ébroue enfin, pour gagner sa destination finale, 150 mètres plus loin, vers une autre base russe.

Un seul axe routier

« *Les Russes nous compliquent l'existence*, euphémise le colonel Mammedov, qui porte un uniforme du DTX, la sécurité d'Etat. *Nous sommes soumis à leur bon vouloir pour le ravitaillement de Choucha. Mais c'est temporaire.* » Point d'avancée maximal de l'armée azerbaïdjanaise à l'intérieur du Haut-Karabakh au moment du cessez-le-feu signé le 9 novembre, Choucha est une forteresse naturelle perchée sur un haut plateau, à 1 500 mètres d'altitude. Une ville symbole et l'objectif minimal du régime azerbaïdjanais dans sa reconquête du Karabakh, occupé par les forces arméniennes depuis 1994. Depuis la fin du conflit, *Le Monde* fut le premier média étranger à y pénétrer, samedi 26 décembre.

Choucha n'est desservie que par un seul axe routier placé sous l'autorité des forces d'interposition russes. Pour les Arméniens du Haut-Karabakh, c'est aussi le cordon ombilical reliant l'enclave à l'Arménie. Affrontant des conditions climatiques extrêmes et un relief montagneux, l'Azerbaïdjan construit une nouvelle route à travers le cône de territoire reconquis pendant les quarante-quatre jours de combats. [La suite est réservée aux abonnés.]

12.Le Figaro

29 décembre 2020

Par Jean Sévillia

Quand les Turcs envahissaient l'Europe

[Quand les Turcs envahissaient l'Europe \(lefigaro.fr\)](http://lefigaro.fr)

GRAND RÉCIT - De la conquête de Constantinople (1453) au traité de Sèvres (1920), chronique de cet Empire ottoman qui, né en Asie, n'aura eu de cesse d'étendre ses ambitions - politiques, religieuses et artistiques - jusqu'au cœur du continent européen.



Le 29 mai 1453, Mehmed II s'empare de Constantinople, dont la population chrétienne est massacrée. Il transforme la basilique Sainte-Sophie en mosquée après avoir profané son autel et récité la prière musulmane. *Fine Art Images/Heritage Images/Christophel*

Il y a cent ans, le 10 août 1920, le traité de Sèvres marquait le démantèlement de l'Empire ottoman. Les Turcs, engagés dès 1914 aux côtés des Puissances centrales, avaient repoussé Anglais et Français en 1916 lors de la bataille des Dardanelles, puis subi, en 1917, la révolte

arabe attisée par les Britanniques. Après avoir perdu la Palestine, la Syrie et le Liban, ils avaient capitulé sans condition le 30 octobre 1918. Mehmed VI, le dernier sultan, avait dû assister, impuissant, à l'occupation d'Istanbul par les Alliés, ainsi qu'à la signature de ce traité de Sèvres qui, réduisant la Turquie au plateau anatolien, signifiait la mort de l'empire fondé plus de six siècles auparavant par ses aïeux. En 1922, Mustafa Kemal abolirait le sultanat, prélude à la proclamation, en 1923, de la République de Turquie.

Le tsar Nicolas I^{er}, s'adressant en 1853 à sir G. H. Seymour, l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, avait qualifié l'Empire ottoman d'«*homme malade de l'Europe*». [Cet article est réservé aux abonnés].

13.Nor Haratch

29 décembre 2020

**ՓՈՒԹԻՆ ԵՒ ՄԱՔՐՈՆ ՎԵՐԱՀԱՍՏԱՏԱԾ ԵՆ
ԱՐՑԱԽԵԱՆ ՀԱՐՅՈՎ՝ ՄԻՆԱՔԻ ԽՈՒՄԲԻ
ՇՐՋԱՆԱԿԻՆ ՄԷՋ**